

**Cour de cassation**  
**chambre commerciale**  
**Audience publique du mercredi 11 février 2004**  
**N° de pourvoi: 01-00430**  
Publié au bulletin **Rejet.**

**M. Tricot., président**  
Mme Besançon., conseiller rapporteur  
M. Viricelle., avocat général  
la SCP Waquet, Farge et Hazan, Me Brouchot., avocat(s)

---

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, FINANCIERE ET ECONOMIQUE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le moyen unique, après avertissement donné aux parties :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Montpellier, 14 décembre 1999), que M. X... a exercé une activité de vente de carburants et de réparation de véhicules avec la participation de son épouse, mentionnée au registre du commerce et des sociétés en qualité de conjoint collaborateur ; que, le 6 mai 1998, M. X... a été mis en liquidation judiciaire, M. Y... étant désigné en qualité de liquidateur ;

que, par requête du 17 décembre suivant, M. X... a demandé au tribunal "d'étendre" la procédure de liquidation judiciaire à son épouse, aux motifs notamment qu'elle était associée de fait, passait les commandes avec les fournisseurs et bénéficiait d'une procuration sur le "compte entreprise" ;

que le président du tribunal a fait assigner Mme X... aux fins demandées par M. X... ; que le jugement du 17 février 1999 a rejeté la demande de M. X... ; que ce dernier et le liquidateur ont relevé appel de cette décision ; que M. X... n'ayant pas conclu au soutien de son recours et le liquidateur n'ayant pas sollicité la réformation du jugement, la cour d'appel n'a été saisie que des moyens de l'appel incident de Mme X..., tendant à ce que lui soit "étendue" la procédure collective de son époux ;

Attendu que Mme X... fait grief à l'arrêt d'avoir rejeté sa demande, alors, selon le moyen, qu'en estimant que la présomption de non-commercialité attachée à l'inscription du conjoint au registre du commerce et des sociétés en qualité de collaborateur revêtait un caractère irréfragable, la cour d'appel a violé les articles 1er et 4 du Code de commerce ;

Mais attendu que, selon l'article 65, alinéa 1er, du décret du 30 mai 1984 devenu l'article L. 123-8 de Code de commerce, la personne assujettie à immatriculation au registre du commerce et des sociétés en vertu de l'article 1er de ce décret, devenu l'article L. 123-1 du Code de commerce, ne peut se prévaloir, jusqu'à son immatriculation, de la qualité de commerçant, tant à l'égard des tiers que des administrations publiques ;

Attendu que la cour d'appel a relevé que Mme X... était mentionnée au registre du commerce et des sociétés en qualité de conjoint collaborateur, ce dont il résultait qu'en application de l'article 9 de la loi du 10 juillet 1992 devenu l'article L. 121-6 du Code de commerce, elle était réputée avoir reçu du chef d'entreprise le mandat d'accomplir au nom de ce dernier les actes d'administration concernant les besoins de l'entreprise ; qu'il s'ensuit que Mme X..., qui n'était pas immatriculée en qualité de commerçante, ne pouvait, sur sa demande, être admise au bénéfice de la liquidation judiciaire ; que, par ce motif de pur droit, l'arrêt se trouve justifié ; que le moyen ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne Mme X... aux dépens ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de Cassation, Chambre commerciale, financière et économique, et prononcé par le président en son audience publique du onze février deux mille quatre.

---

**Publication :** Bulletin 2004 IV N° 28 p. 27

**Décision attaquée :** Cour d'appel de Montpellier, du 14 décembre 1999

**Titrages et résumés :** ENTREPRISE EN DIFFICULTE - Ouverture - Qualité - Personne physique - Commerçant - Registre du commerce - Immatriculation - Portée. Selon l'article 65, alinéa 1er, du décret du 30 mai 1984, devenu l'article L. 123-8 du Code de commerce, la personne assujettie à immatriculation au registre du commerce et des sociétés, en vertu de l'article 1er de ce décret, devenu l'article L. 123-1 du Code de commerce, ne peut se prévaloir, jusqu'à immatriculation, de la qualité de commerçant, tant à l'égard des tiers que des administrations publiques.

Il en résulte qu'une personne mentionnée au registre du commerce et des sociétés en qualité de conjoint collaborateur ne peut, sur sa demande, être admise au bénéfice de la liquidation judiciaire.

ENTREPRISE EN DIFFICULTE - Ouverture - Qualité - Personne physique - Conjoint collaborateur (non)

**Précédents jurisprudentiels:** A RAPPROCHER : Chambre commerciale, 1997-03-25, Bulletin 1997, IV, n° 83, p. 72 (rejet).

**Textes appliqués :**

- Code de commerce L123-8, L123-1
- Décret 84-406 1984-05-30 art. 1er, 65 al. 1
- 

### **COMMENTAIRE**

Monsieur X exerce une activité de vente de carburants et de réparation de véhicules

avec son épouse. Cette activité n'étant sans doute pas très florissante, M.X a été mis en redressement judiciaire le 6/05/1998. M.Y est désigné en qualité de liquidateur.

Le spectre de la liquidation judiciaire planant sur sa société se faisant l'oracle d'un sort autant funeste qu'inexorable, les affaires de M.X semblent être vouées à un destin tout aussi lugubre. Un gouffre judiciaire s'ouvre, béant, sous ses pieds, prêt à l'engloutir.

Cependant, M.X, tenace, ne s'avoue pas si facilement vaincu et décide d'entraîner une autre personne dans sa chute qui n'est autre que sa femme : Mme X. En effet, cette dernière est mentionnée au Registre du Commerce et des Sociétés en tant que conjoint collaborateur et doit donc être solidaire envers ses ennuis et subir, selon M.X, les foudres de la liquidation judiciaire au même titre que lui. Le 17/12/1998, M.X demande que la procédure soit étendue à son épouse pour plusieurs motifs, notamment parce qu'elle était associée de fait, passait les commandes auprès des fournisseurs et bénéficiait d'une procuration sur le « compte entreprise ».

Ainsi, tout porte à croire que la dernière estocade désespérée portée par un M.X à l'agonie pourrait se révéler un coup de grâce pour sa femme qui le rejoindrait alors dans les méandres sibyllins du droit commercial.

Par conséquent, cette affaire pose le problème de droit suivant : Que devient le conjoint collaborateur dans une procédure de liquidation judiciaire visant le conjoint commerçant ?

Tout d'abord, au premier degré, le président du tribunal accepte la requête de M.X et assigne Mme X. Cependant, dans un jugement du 17/02/1999, le tribunal rejette sa demande : Mme X n'a pas à payer dans cette affaire, elle ne doit pas être associée à la procédure de liquidation judiciaire. Suite à ce jugement, M.X et le liquidateur décident, pour de quelconques motifs obscurs, de ne pas faire appel de cette décision (M.X n'ayant pas conclu au soutien de son recours et le liquidateur n'ayant pas sollicité la réformation du jugement).

Alors que l'on pourrait penser que l'affaire est conclue, on constate pourtant que la Cour d'Appel est saisie. En effet, Mme X (qui pourtant n'est plus inquiétée) engage un appel incident justifié par la volonté que lui soit étendue la procédure amorcée par son époux. Elle pense ainsi qu'elle a quelque chose à gagner à déférer ce premier jugement en renversant la situation afin qu'elle puisse tirer des bénéfices de la liquidation judiciaire plutôt que d'en subir les conséquences comme le souhaitait son mari auparavant.

Néanmoins, le 14/12/1999, la Cour d'Appel rend un arrêt confirmatif du premier jugement et invalide la demande de Mme X. Pour justifier sa décision, elle se base sur l'article L121-6 du code de commerce qui règle le statut du conjoint collaborateur, statut attribué à Mme X dans cette affaire. Le conjoint collaborateur est inscrit au RCS et « est réputé avoir reçu du chef d'entreprise le mandat d'accomplir au nom de ce dernier les actes d'administrations concernant les besoins de l'entreprise ». Cet article crée donc une présomption de mandat pour le conjoint collaborateur mentionné au registre. Il est donc mandataire et agit pour le compte de son conjoint commerçant. Le statut de mandataire exclut le statut de commerçant. Mme X n'a donc pas le statut de commerçant et ne peut ni, comme cela avait été jugé au premier degré, être associée à la liquidation judiciaire, ni bénéficier de cette dernière comme elle le souhaitait.

Suite à cette décision, Mme X demande un pourvoi en cassation. Elle estime que la Cour d'Appel a violé les articles 1 et 4 du code de commerce en statuant que la présomption de non-commercialité attachée à l'inscription du conjoint au RCS en qualité de collaborateur

ne pouvait être contredite. Hors, l'article 121-3 du code de commerce relatif à la présomption de collaboration énonce que le conjoint collaborateur qui travaille dans le commerce de son conjoint commerçant n'est pas commerçant et ne peut tirer profit, jusqu'à son immatriculation, de la qualité de commerçant, tant à l'égard des tiers que des administrations.

Ainsi, la Cour de Cassation reprend les arguments de la Cour d'Appel et affirme que, pas plus qu'il n'est éligible au redressement judiciaire à l'origine, le conjoint collaborateur n'est pas en mesure juridiquement de profiter de l'extension de cette même procédure. Elle rend donc un arrêt de rejet du pourvoi et condamne Mme X.

Par conséquent, la liquidation judiciaire va s'abattre entièrement sur M.X tandis que Mme X, conjoint collaborateur mais non commerçante, ne va pas être inquiétée mais ne bénéficiera pas non plus de quelconques retombées pécuniaires liées à la procédure.